

1ère Direction  
2ème Bureau

REPUBLIQUE FRANÇAISE

NR/MA

PREFECTURE DE MAINE-et-LOIRE

ETABLISSEMENTS CLASSES  
DANGEREUX, INSALUBRES,  
OU INCOMMUNES

- A R R Ê T É -

2ème Classe

Le PREFET de MAINE-et-LOIRE,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Installation d'un poulailler (pintades)  
par M. André GOUBAUD à BEAUPREAU

D1-72-n° 2659

VU la loi du 19 décembre 1917 relative aux Ets Dangereux, Insalubres, ou Incommodes, modifiée par les lois des 20 avril 1932 et 2 août 1961 ;

VU le décret du 20 mai 1953 modifié par ceux des 15 avril 1958, 17 octobre 1960, 19 août 1964, 24 août 1965, 15 septembre 1966, 24 octobre 1967 et 16 octobre 1970, pris en exécution de l'article 5 de la loi du 19 décembre 1917 déterminant les industries auxquelles s'applique la loi et leur classement ;

VU l'instruction ministérielle en date du 6 juin 1953 relative à l'évacuation des eaux résiduaires des Ets Dangereux, Insalubres ou Incommodes ;

VU le décret n° 64-303 du 1er avril 1964 sur les Ets Dangereux, Insalubres ou Incommodes ;

VU la demande formulée par M. André GOUBAUD demeurant au lieu-dit "Beaulieu" à BEAUPREAU afin d'être autorisée à installer un poulailler (pintades) sur son exploitation (parcelles 605-609-611 et 612 de la section G du plan cadastral ;

VU le plan des lieux ;

VU le procès-verbal de l'enquête de Commodo et Incommodo à laquelle il a été procédé au 21 janvier au 9 février 1972 inclus ;

VU les certificats de publication et d'affichage ;

VU l'avis de M. l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Direction Départementale de l'Agriculture ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale ;

VU le rapport de M. l'Inspecteur des Ets Classés, Directeur Départemental des Services Vétérinaires en date du 24 mai 1972 ;

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 24 mai 1972 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R Ê T É

ARTICLE 1er. - M. André GOUBAUD demeurant au lieu-dit "Beaulieu" à BEAUPREAU est autorisé à installer un poulailler (pintades) sur son exploitation (parcelles 605-609-611 et 612 de la section G du plan cadastral). Cet établissement est rangé dans la 2ème classe des Ets Dangereux, Insalubres ou Incommodes sous le n° 58-B-70-a de la nomenclature

Pour la tenue de son établissement, l'exploitant devra se conformer aux prescriptions ci-après :

1° Le poulailler de conception classique sera convenablement aéré et ventilé.

.../...

2° Les déjections seront recueillies trois fois par semaine, chargées par tapis roulant sur remorque et épandues sur les terrains de l'intéressé (6 ha 10 ca) et ceux d'un voisin disposant de 40 ha.

3° Une haie vive, coupe vent et odeurs, sera plantée à la limite de l'exploitation pour former écran au regard de l'habitation voisine.

4° Toutes les parties de l'exploitation seront dotées de moyens de secours contre l'incendie appropriés et répartis judicieusement en fonction des risques à défendre.

5° En aucun cas l'établissement ne devra être une source de gêne pour le voisinage.

ARTICLE 2. - Tout agrandissement ou toute modification dans la nature de l'établissement devra donner lieu à une demande d'autorisation préalable ou à une déclaration au Préfet qui, s'il y a lieu, ordonnera une enquête.

ARTICLE 3. - Tout transfert de l'établissement sur un autre emplacement, toute modification notable dans l'état des lieux non prévue sur les plans déposés auprès de la Préfecture, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant le successeur devra en faire déclaration au Préfet dans le mois suivant la prise de possession.

ARTICLE 4. - L'Administration pourra prescrire à toute époque toutes autres mesures qui seraient jugées nécessaires pour garantir la sécurité publique.

ARTICLE 5. - Le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas ouvert dans le délai de deux ans ou si son exploitation est suspendue pendant deux années consécutives.

ARTICLE 6. - Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

ARTICLE 7. - La présente autorisation ne dispense pas le pétitionnaire de solliciter en Mairie la délivrance éventuelle du permis de construire. En cas de refus du permis de construire, la présente autorisation sera sans objet.

ARTICLE 8. - Conformément aux dispositions de l'article 16 du décret du 1er avril 1964, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux Archives de la Mairie de BEAUPREAU et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de ladite Mairie.

Un extrait semblable sera inséré par les soins de M. le Maire de BEAUPREAU et aux frais du permissionnaire dans un journal d'annonces légales du Département.

ARTICLE 9. - M. le Sous-Préfet de CHOLET, M. le Maire de BEAUPREAU, MM. les Inspecteurs des Ets Classés et M. le Commandant de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ANGERS, le 5 juillet 1972

Pour AMPLIATION  
Le DIRECTEUR de l'ADMINISTRATION  
GENERALE et de la REGLEMENTATION

Pour le PREFET  
et par délégation  
LE SECRETAIRE GENERAL,

G. LEORINE.

P. LECLERC.

